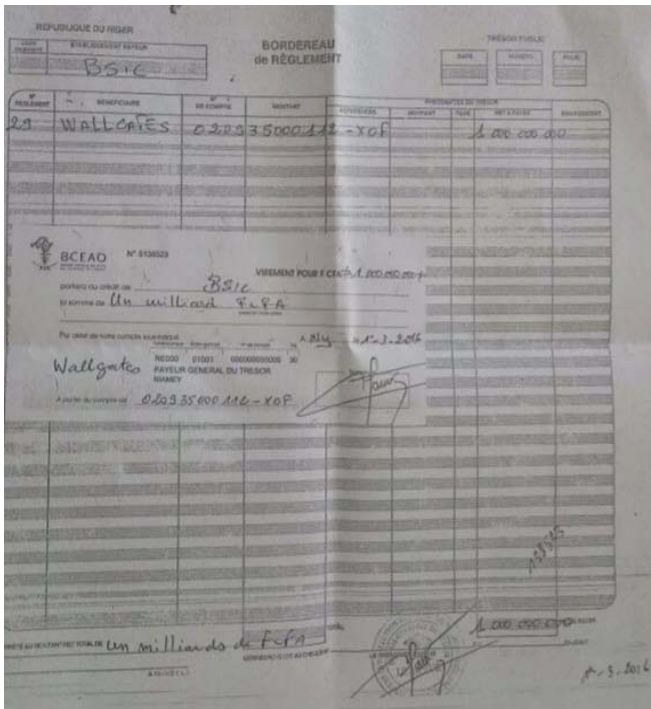


LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N° 460 DU JEUDI 13 AVRIL 2017 - PRIX : 300 FRANCS CFA

La République des affaires et des drames

Après les crimes économiques, les crimes humains !



Profitant d'une manifestation de l'Union des scolaires nigériens (Usn) qui a pourtant averti du caractère démocratique de sa sortie, les hommes forts de Niamey ont frappé fort. Il fallait donner la preuve que la menace agitée lors de la déclaration du Pnds-parti-Etat, n'était pas une futile exaspération d'hommes acculés et dépourvus d'arguments. Ils en avaient et l'ont montré en ce lundi 10 avril 2017 sur le campus universitaire qui fut littéralement envahi. Le " Trop, c'est trop " du Pnds-parti-Etat n'a pas tardé à manifester ses conséquences. Après l'embastillement de Baba Alpha et de Maïkoul Zodi, c'est à présent la violence physique, suivie de morts. La sauvage répression policière du 10 avril 2017 au cours de laquelle, deux étudiants au moins, selon Alternative Espaces citoyens, ont trouvé la mort et des dizaines d'autres massacrés, est une barbarie qui rappelle bien celle du 9 février 1990.

Tamboura Issoufou à propos de la saisie des biens immobiliers du Niger à l'étranger

" Au regard du mutisme coupable de Brigi Rafini et même de Issoufou Mahamadou, on peut être amené à penser effectivement à une haute trahison de leurs parts car c'est comme une spoliation d'une partie du territoire national... " (Lire pages 4 et 5)



Mobilisation des ressources internes : Le directeur général des Douanes a atteint ses limites

Dérives autoritaires du Guri Le silence complice des centrales syndicales

Affaire Baba Alpha Le comble de l'insupportable

L'histoire retiendra que toute cette cabale est montée pour ternir l'image de sa famille et détruire, briser cette célébrité qu'il a acquise grâce à son courage et son dévouement pour un travail bien fait. Une histoire de faux et usage de faux tissée pour abattre un journaliste gênant, prêt à dénoncer les pratiques mafieuses et corrompues d'un système dont le seul leitmotiv est l'impunité, l'injustice et le népotisme. En réalité, l'embastillement de Baba Alpha résulte d'un vaste complot ourdi pour le faire taire et l'emmener à s'aligner, et au besoin vanter le gourou. Cette situation se présente pendant que certains thuriféraires pris en flagrant délit de faux diplômes notamment, le député PNDS de la première législature et le conseiller municipal de Niamey circulent en toute impunité, au vu et au su des autorités judiciaires. Que dira-t-on du passeport délivré par Bazoum Mohamed à l'ancien diplomate libyen ? Que fera-t-on de tous ces détournés de deniers publics qui se pa-



vanent aisément dans des grosses cylindrées ? Baba Alpha est sans doute victime de l'intolérance de ceux qui pensent que le Niger d'aujourd'hui appartient à eux seuls et que personne d'autre n'a le droit de jouir de ses avantages. Dans cette dure épreuve, tous les Nigériens épris de justice et d'équité se doivent de soutenir Baba Alpha. Cela au nom de l'Etat de droit et de la République. Des valeurs pour la défense desquelles chaque citoyen doit se sacrifier. Car, si l'injustice devient une règle, la résistance est un devoir. Un courage alors Baba Alpha !

Adamou

Agression du journaliste de Canal 3 Le Journaliste en danger dans l'exercice de ses fonctions



Le 10 Avril, la presse privée a été une fois encore victime d'une agression injuste et injustifiée dans l'exercice de sa fonction. Alors qu'il couvrait les événements aux alentours du campus universitaire, le journaliste de la Télévision Canal3 Niger, Ulrich BENJAMIN, a été physiquement agressé par un élément de la Police Nationale. La presse privée se trouvant sur le théâtre des opérations a été d'abord insultée par un premier élément de la Police avant qu'un autre se détache du groupe pour venir administrer une gifle et des coups de genou à notre confrère de Canal3 Niger. Cet acte inadmissible constitue une atteinte grave à la liberté de la presse. Il démontre également combien la presse privée indépendante a du mal à exercer convenablement sa mission qui est celle d'informer, sensibiliser et éduquer les populations à travers une information saine, équilibrée, complète mettant en relief toutes les opinions. Un fait qui n'est pas isolé car depuis l'avènement de la Renaissance, en dépit de l'ordonnance 2010 de la transition militaire, portant régime de la presse, les médias indépendants privés ont été souvent confrontés à ce genre d'agissement dans l'exercice de leur fonction. C'est pourquoi on est en droit de se poser la question sur les intentions

réelles de toutes ces personnes qui agressent verbalement et physiquement les hommes des médias privés qui se battent malgré les conditions difficiles dans lesquelles ils exercent, d'œuvrer pour le renforcement de la démocratie à travers la pluralité d'expression et des opinions. Aujourd'hui un de nos confrères, Baba Alpha paye au prix fort sa liberté de ton à la prison civile de Niamey en attente de son procès pour faux et usage de faux en écriture publique. Cette énième agression d'un membre de la presse privée de la part des éléments des forces de sécurité à l'occasion de la couverture des manifestations illustre bien les difficultés que les journalistes rencontrent au quotidien sur le terrain de reportage. Ce comportement inapproprié d'un homme en uniforme contre un journaliste qu'il est censé protéger sur le théâtre des événements à haut risque est dommageable mais il prouve combien justement ces forces de défense et de sécurité méritent un renforcement de capacité en matière de communication sécuritaire afin qu'ils prennent la mesure de l'importance de communiquer en période de crise et dans ce sens le journaliste sur le terrain reste et demeure leur principal allié et/ou partenaire. Le Guri System a tout à gagner en laissant les journalistes de la presse privée de faire en toute sécurité leur travail sur le terrain plutôt que d'essayer à menacer, intimider et museler cette presse, ce qui constituerait un recul grave pour la démocratie nigérienne et une entrave gravissime à la liberté de la presse.

Moussa

Manifestations du 10 Avril 2017

Répression sans commune mesure dans l'histoire du Niger

A l'appel de leur structure mère à savoir l'Union des Scolaires Nigériens (USN), les élèves et étudiants de la capitale s'étaient mobilisés pour se retrouver à la Place de la concertation en vue d'exprimer leur mécontentement suite à la détérioration de leurs conditions de vie et d'études devant lesquelles les autorités en charge de l'éducation affichent une sourde oreille. Au cœur des revendications des scolaires et étudiants, le paiement des bourses de deux trimestres et des allocations pour les scolaires, l'ouverture des inscriptions sur l'aide sociale qui est un accompagnement symbolique que l'Etat octroie depuis quelques années aux étudiants non boursiers répondant aux critères d'éligibilité et aussi le parachèvement des chantiers de constructions de plusieurs infrastructures académiques.

Alors que ces scolaires s'apprêtaient à converger vers la place de la Concertation et que sur le campus les étudiants tenaient une Assemblée Générale à la place AB, quelle ne fut leur surprise de voir débarquer les éléments des forces de sécurité qui sans ménagement ont commencé à lancer des gaz lacrymogène. De là est parti l'embrasement de la situation avec des scènes inouïes qu'on pensait à jamais révolues dans notre pays. Des échanges de jets de pierre et gaz lacrymogènes entre scolaires et force de l'ordre massivement mobilisées pour la circonstance, des pneus brûlés sur plusieurs artères de la capitale et des courses poursuites dignes des films hollywoodiens ont émaillé cette journée assez mouvementée du 10 Avril. Pendant pratiquement toute la matinée de ce lundi 10 Avril la tension était perceptible dans la capitale et l'atmosphère était plombée de l'odeur des gaz lacrymogènes, ce qui dénote de l'utilisation quelque peu massive pour ne pas dire abusive qui a été faite de cet arsenal, strictement interdit d'usage dans certains pays démocratiques. Après des heures d'affrontements, la tension est remontée dans la soirée, et dans la ville on peut distinguer aisément les stigmates qui montrent à suffisance la violence avec laquelle le mouvement des scolaires a été réprimé. Dans la foulée, sur les réseaux sociaux déjà, des images ont commencé à circuler, attestant la mort d'étudiants suite aux événements de la matinée. En réaction à cette manifestation, le gouvernement a décidé de la fermeture manu militari du campus universitaire jusqu'à nouvel ordre jetant ainsi en pâture et dans l'errance absolue 23 000 étudiants qui n'ont d'autres repères pour s'héberger et se restaurer que la cité universitaire. Pour le bilan exact de ces manifestations, c'est la guerre des communiqués. L'USN parle d'un mort confirmé atteint par un jet de gaz lacrymogène à la nuque et de deux supposés,



alors que le gouvernement dans un communiqué officiel parle d'un étudiant blessé des suites d'un accident qui se serait présenté aux forces de l'ordre qui l'ont assisté et conduit à l'hôpital où il succombera plus tard. Une chose est sûre, il y a eu mort d'au moins un étudiant même si les circonstances du drame ne concordent pas d'une source à l'autre. Un mort qui vient s'ajouter à la malheureuse liste des scolaires tombés sur le champ de la contestation depuis l'avènement du Guri System. On se rappelle des morts de Zinder et de Gaya. Depuis lundi, les réactions de condamnation et de consternation fusent de toutes parts notamment des structures de la société civile et de défense des droits humains et qui demandent par la même occasion, la réouverture du campus universitaire, l'ouverture d'une enquête indépendante pour situer les responsabilités des brutalités policières orchestrées contre les scolaires, les journalistes et d'autres paisibles citoyens lors de cette manifestation. Enfin, ces organisations demandent la reprise du dialogue entre toutes les parties prenantes pour sauver l'année scolaire et académique et, par ricochet, le système éducatif national. Aujourd'hui avec les malheureux événements de ce 10 Avril qui rappellent ceux du 10 mars 1994, et du 09 Février 1990, l'école nigérienne, déjà mal au point en raison des grèves perlées des enseignants depuis la rentrée d'octobre, est loin de sortir de l'auberge. Cette situation de violence couplée à l'inflexibilité du gouvernement par rapport aux revendications de ses partenaires sociaux jette davantage l'impasse sur l'année scolaire et académique en cours qui ne tient que sur une jambe boiteuse. Les "Renaissances" doivent changer de fusil d'épaule si tel est que leur priorité reste et demeure une école de qualité au service du développement où une égalité de chance prévaut entre le fils du pauvre et le fils du riche. L'éducation, fer de lance de tout développement, passe obligatoirement par un climat apaisé entre le gouvernement et tous ses acteurs sociaux à travers un dialogue franc et sincère. Toute autre attitude ne peut conduire qu'à une descente aux enfers de notre école.

Moussa Dodo

Mobilisation des ressources internes :

Le directeur général des Douanes a atteint ses limites

Après le scandale dit " affaire Soraz " qui a éclairé son prédécesseur, le Général Halidou Amadou a été choisi par son ami Massoudou Hassoumi ministre des finances pour, dit-on, mettre fin aux pratiques mafieuses en cours dans le monde douanier et le manque de performance dans la mobilisation des ressources. Mais, hélas la montagne a accouché d'une souris, car le " messie " fait preuve d'amateurisme et de méconnaissance totale des textes douaniers. C'est donc la déception, avec des promotions et nominations fantaisistes, non pas sur la base du mérite et de

la compétence, mais la connivence, des cadres dont le seul résultat est la baisse drastique des recettes douanières. Depuis son arrivée à la tête de la Douane nationale, le Général Halidou Amadou, dont les dirigeants ont vanté les mérites, la rigueur dans le travail et le savoir-faire, évolue dans une incompétence notoire. Il est, à tous points de vue, loin de répondre aux attentes de ceux qui croyaient en sa capacité et son génie à remplir son cahier de charges. N'étant pas douanier, il se perd dans le travail. Pour dire qu'il n'a pas la maîtrise du code douanier.

Une faiblesse notoire décriée par tous les intervenants dans le domaine (douaniers et commerçants), dépassés par sa façon archaïque et artisanale de travailler. Du reste, le " messie " est démystifié par la complexité du travail que seuls les initiés



peuvent accomplir sans grande difficulté. Alors, Massoudou, le trader national, ne s'est-il pas trompé de joker pour la mobilisation des recettes douanières ? De toute évidence, l'histoire retiendra que le Général Hali-

dou Amadou a raté sa mission. Et quand un Général se retrouve dans une telle situation, il se doit de rendre le tablier. Cela au nom des étoiles qu'il porte sur ses épaules, son honneur et l'histoire.

Adamou

Dérives autoritaires du Guri

Le silence complice des centrales syndicales

L'on doit l'avènement de la démocratie au Niger à la farouche volonté des scolaires nigériens, l'USTN et à la détermination de leurs leaders de l'époque. L'histoire retiendra à jamais l'image de ces hommes à l'avant-garde de toutes les luttes pour l'instauration du multipartisme dans notre pays. Les générations futures se rappelleront d'eux comme autant de héros nationaux. Pour rappel, lorsque le président Tandja Mamadou nourrissait son dangereux projet Tazartchiste, il trouva sur sa route ces mêmes centrales syndicales résolues à faire échec à ce tripatouillage constitutionnel. Depuis, l'on a l'impression que ces cadres de lutte sont en hibernation, complètement déconnectés de la réalité sociopolitique du Niger. D'aucuns parlent même d'une totale indifférence. C'est fut le cas en 2016 lors du passage en force du président Issoufou

Mahamadou pour un second mandat. Ce holdup électoral s'était fait sous l'œil impassible des centrales syndicales. Que faut-il en conclure alors ? Assistons-nous à la mort des idéaux démocratiques des acteurs syndicaux ? Ou, sans oser l'avouer, les leaders syndicaux roulent-ils pour le PNDS ? Quelle qu'en soit la raison, il est aujourd'hui certain que les syndicats oublient un des fondamentaux de leur existence, à savoir la défense de la démocratie et de l'état de droit. Ce faisant, ils donnent un blanc-seing au régime d'Issoufou Mahamadou afin de totalement réduire en poussières les acquis démocratiques arrachés de haute lutte par le peuple nigérien. Par leur silence sidéral, les centrales syndicales se rendent complices des dérives autocratiques de la Renaissance. En se taisant face aux travers du régime, el-

les adhèrent fermement à l'ordre despotique que tentent d'ériger les Tarayyistes dans notre pays. Aujourd'hui, nombreux sont les Nigériens à voir en ces centrales des simples caisses de résonance du pouvoir. Du coup, la clique des Bazoum peut faire ce qui lui plait. Hassoumi Massoudou peut insulter qui il veut, même les magistrats. Les deniers publics deviennent la propriété exclusive des princes de la monarchie rose. Désormais c'est à coup de milliards FCFA que se chiffrent les détournements de fonds publics et autres immondes prévarications. Aucune voix syndicale ne vient gêner les guristes dans leurs entreprises de pillage à grande échelle. Certes, la vocation première des syndicats n'est pas de faire de la politique, pour autant, ils ne peuvent fermer les yeux sur les dérives autoritaires du régime, et la gabegie ambiante. C'est d'ailleurs de leur devoir de s'ériger en sentinelles pour

la protection des avancées démocratiques enregistrées au Niger ces dernières années. Le peuple espère un sursaut patriotique des responsables syndicaux afin de mettre un frein aux visées hégémoniques de la Renaissance. Il est grand temps de tordre le cou à la pensée unique des Tarayyistes. Alors, vivement le réveil des centrales syndicales pour une démocratie mature au Niger.

Alpha

LE COURRIER

Hedomadaire d'informations générales et de réflexion

NIF : 17763 / S

Tél : 96 88 74 09
96 29 05 42

Siège : Quartier Terminus

E-MAIL :

lecourrier_niger@yahoo.fr

Fondateur

Ali Soumana

Directeur de Publication

Moussa Dodo

Impression : GIN

Tirage

1500 Exemplaires

Tamboura Issoufou à propos de la saisie des biens immobiliers du Niger à l'étranger

" Au regard du mutisme coupable de Brigi Rafini et même de Issoufou Mahamadou, on peut être amené à penser effectivement à une haute trahison de leurs parts car c'est comme une spoliation d'une partie du territoire national... " déclare Tamboura Issoufou

Le Niger va mal, c'est indéniable. Miné par la corruption, les détournements de deniers publics, le pillage systématique des biens, la mise en péril des biens immobiliers du pays à l'étranger, l'impunité flagrante et révoltante des auteurs de ces crimes et délits, notre pays, on peut le dire, se trouve dans une mauvaise passe. Tamboura Issoufou, dont les Nigériens connaissent le franc-parler, la sincérité des propos et l'attachement à un Niger des grandes valeurs, a accepté de répondre aux questions du *Courrier* par rapport à un certain nombre de dossiers brûlants de l'heure. Sans fard comme à ses habitudes et toujours pertinent. Lisez plutô.

Question : Depuis quelques jours, Mahamadou Issoufou court d'un point de Niamey à un autre, tantôt pour inaugurer quelque chose, tantôt pour procéder à la pose d'une première pierre alors que les Nigériens, y compris dans son propre camp politique, ne cessent de dire que le Niger est bloqué et que rien ne va plus. Comment appréciez-vous ce fossé qui sépare Mahamadou Issoufou de son peuple ?

Réponse : Permettez-moi de vous remercier pour l'intérêt que vous portez à ma modeste personne de militant au sens noble du terme. En tant qu'acteur politique, je ne me déroberais point pour donner ma vision sur les questions brûlantes qui assaillent notre pays.

Il est évident, et les observateurs avertis et vigilants l'ont bien compris, Mahamadou Issoufou et son Guri System, par la fébrilité déployée, a atteint un seuil visible et sensible de la gouvernance catastrophique du Niger. À son accession au pouvoir en 2011, que n'a-t-il pas promis aux Nigériens ? L'école pour tous, 50 000 emplois, sécurité alimentaire, grands projets structurants, le renforcement de la démocratie républicaine, etc. Se donnant une boussole, il a même aspiré ressembler au Calife Omar. Pourtant, tous les Nigériens savent que les régimes de la 5ème et de la 6e République ont produit des ressources importantes qui ont été

dilapidées par ce qu'il convient d'appeler des prédateurs : pillages, gaspillages, braderies des ressources humaines, matérielles, financières et naturelles du pays. N'est-ce pas que des individus bien connus, salariés de l'État, sont devenus des milliardaires ? Au lieu des projets prévus à son programme mirobolant et démesuré, nous avons assisté à l'improvisation par la mise en œuvre hâtive d'actions non annoncées au programme : " échangeurs ", voiries réalisées à grands frais et souvent éphémères de Niamey Nyala, les fêtes tournantes du 18 décembre qui ont toutes pour point commun la démesure, la surfacturation scandaleuse des marchés publics et surtout la non satisfaction des besoins des populations. Ces forfaitures concernent tous les secteurs et la liste de celles dont je fais cas ici ne peut être exhaustive. Sur le plan de la gouvernance démocratique et républicaine, ce n'est un secret pour personne, la gestion de Issoufou Mahamadou est caractérisée par des violations fréquentes de la Constitution et des lois de la République, l'injustice, le mensonge au sommet de l'État, la corruption à tous les niveaux. Cette situation que les Nigériens ont mal supportée a conduit à la mascarade des élections présidentielle et législative en février-mars 2016. Ce sont tous ces échecs, car Issoufou a lamentablement échoué, qui le



font courir.

Question : À votre avis, y a-t-il, à oui ou non, haute trahison de la part des premiers responsables de l'État dans l'affaire Africard qui a débouché sur la saisie des biens immobiliers du Niger à l'étranger ?

Réponse : Cette nième affaire de corruption au sommet de l'État ne fait que corroborer ce que j'ai dit tout à l'heure. Vous savez bien que dans les salons et les fadas de Niamey, on ne parle que de pots de vin perçus. Il est clair que depuis que cette affaire dure, aucune mesure n'a été prise à l'encontre des agents ou responsables qui ont entraîné le Niger dans cette aventure déplorable. La règle de l'imputabilité exige que les agents ou responsables indélégats soient bien identifiés et délogés et favoriser une meilleure posture de règlement de cette affaire. Au regard du mutisme coupable de Brigi Rafini et même de Issoufou Mahamadou, on peut être amené à penser effectivement à une haute trahison de leurs parts car c'est comme une spoliation d'une partie du territoire national.

Question : Le 14 mars 2017, le Tribunal de grande instance hors classe de Nanterre a récemment rejeté les demandes de sursis à statuer et de report d'audience aux motifs que " la République du Niger ne verse pas au dossier d'élé-

ments suffisamment probants pour attendre l'issue du recours en révision " et le Niger pourrait bien être exproprié de ces biens stratégiques. À votre avis, que doivent faire les Nigériens pour éviter une telle catastrophe ?

Réponse : Les nigériens doivent s'organiser pour user de tous les moyens légaux pour exiger du gouvernement, non seulement de la transparence dans cette affaire scabreuse, mais aussi un comportement plus adapté à la situation en démasquant tous les délinquants au col blanc qui ont conduit le Niger dans cette impasse.

Question : Récemment, il y a eu également le détournement, puis la vente à Cotonou, par des individus sans scrupules, de 5000 tonnes d'une aide alimentaire généreusement offerte par le Pakistan alors que des millions de Nigériens avaient besoin d'une assistance alimentaire et nutritionnelle. Un tel crime est-il acceptable dans un Niger qui peine à nourrir ses enfants ?

Réponse : Vous l'avez déjà dit, nous sommes dans le " régime des affaires " et vous voyez bien que ces individus ne peuvent pas, d'eux-mêmes, prendre l'initiative et la vente des 5000 tonnes de riz, et c'est le silence des autorités qui est accablant. Cette affaire rappelle le détournement des stocks de sécurité de l'OPVN par la transition de Salou Djibo, découvert par le régi-

me de Issoufou Mahamadou et tu.

Question : Le directeur général de l'OPVN est celui qui a pris possession des 15 000 tonnes de riz avant que les 5000 tonnes ne soient détournées et vendues. Or, ce monsieur est toujours en poste et ni Mahamadou Issoufou ni Brigi Rafini ne dit mot. Ne trahissent-ils pas leur responsabilité dans ce nième scandale ?

Réponse : Il y a impunité et cela confirme que les individus qui ont vendu les 5000 tonnes n'ont pas agi de leur propre chef. L'unique responsable, c'est Issoufou car Brigi n'a jamais incarné un Premier ministre d'un régime semi-présidentiel : il se contenterait de "manger" comme tous ceux qui sont accrochés au Guri, telles des sangsues.

Question : L'ancien directeur général des douanes, Issaka Assoumane, dont les comptes bancaires ont été séquestrés, un temps, par la Halcia, pour sa présumée implication dans le pillage survenu à la Soraz, a été aussitôt honoré par Mahamadou Issoufou qui l'a nommé ministre-conseiller auprès de lui. N'est-ce pas un acte, d'une part, de défiance vis-à-vis de la justice ; d'autre part, de mépris vis-à-vis du peuple nigérien ?

Réponse : Vous voyez bien que les mauvaises pratiques prolifèrent partout où il ya des biens ou des ressources publiques. Même si des services de répression épinglent des responsables, tout se règle à la Présidence. D'ailleurs vous savez bien que l'opinion publique, à travers les salons de Niamey, raconte que tout a commencé à la Soraz avec des prélèvements de matériaux et matériels qui auraient été commis pour la construction du fameux siège du PNDS et pour la première Dame. Tous les autres auraient suivi l'exemple.

Question : Le pillage qui a eu cours à la Soraz n'est-il l'arbre qui cache la forêt, notamment dans le cadre de la gestion du pétrole nigérien ?

Réponse : D'ailleurs, on doit se poser la question de savoir si ce pétrole est nigérien ou chinois car on constate de plus en

plus que le Niger a de moins en moins l'initiative sur son pétrole et à tous les niveaux, tout cela à cause de la compromission des responsables au sommet. En tout cas, la question du pétrole est devenue plus opaque.

Question : Hassoumi Massoudou, qui accusait les douaniers de travailler pour eux-mêmes au détriment de l'État a été cité comme maître d'ouvrage d'un transfert bancaire de 200 milliards de francs CFA, soutirés d'un compte de la Sopamin logé à BNP Paribas (France) vers un compte privé, à Dubaï. Quel sentiment cela a-t-il inspiré chez vous en apprenant ce scandale du siècle ?

Réponse : À mon niveau, Massoudou n'a agi que comme un chargé de mission car le maître d'ouvrage comme vous le dites, c'est son patron Issoufou au nom de qui il a agi depuis cette réunion de "minutes de meeting" tenue entre Massoudou seul au nom du Niger et plusieurs responsables d'Areva. Le ministre des Mines aurait même protesté mais aurait été rassuré par Issoufou lui-même. Tout cela est digne de la mafia et de quelque côté que cette affaire est abordée, elle est injustifiable et les Nigériens ne sauraient

l'accepter. En ce qui concerne l'individu Massoudou que je connais amicalement depuis que nous étions jeunes cadres, puis militants de partis politiques, j'ai vu quelqu'un qui a perdu de sa superbe lors de sa conférence de presse, quelqu'un qui manquait d'arguments, quelqu'un qui est en train d'être rattrapé par l'histoire. Comment un haut responsable de sa stature ait accepté d'agir en larbin garçon de courses d'Issoufou au lieu de faire respecter les lois comme serviteur de la nation ? Nous attendons et suivons avec attention l'évolution de l'affaire.

Question : À ce jour, le Parquet n'a pas communiqué officiellement la désignation d'un juge d'instruction. Pensez-vous que le procureur de la République va ouvrir cette information judiciaire attendue des Nigériens ?

Réponse : Je pense que la gravité de la situation n'autorise pas le procureur de se dérober de rendre justice à la nation nigérienne dont l'honneur et/ou les intérêts sont mis en cause. Le procureur n'a pas le droit de se comporter comme Massoudou et j'ose espérer, comme l'attendent nos compatriotes, qu'il fera ce qu'il doit faire. N'assistons-nous pas actuellement à un éveil sur ce plan en Afrique ?

Question : Au regard de tou-

tes les misères vécues, de tous les scandales financiers qui ont agenouillé l'État et de toutes les violations répétées de la loi au cours de ces six années, le Niger mérite-t-il Mahamadou Issoufou ?

Réponse : Un dicton dit que tout pays mérite le gouvernement qui le dirige et sur ce plan, le Niger mérite Issoufou Mahamadou. Je vais argumenter : les Nigériens, aujourd'hui, adhèrent aux organisations sociales et politiques pour accéder aux emplois publics auxquels ils ne sont pas les mieux préparés pour se servir de l'intérêt public et non pour le servir. Sinon, comment comprendre que la plupart des partis politiques sont à la "mangeoire", que la société civile est en panne et que les syndicats se cachent devant des périls graves qui guettent le Niger. Même les autorités morales du pays (anciens hauts responsables, présidents de la République, Premiers ministres ou présidents de l'Assemblée nationale, ulémas, chefs traditionnels) semblent désarmées contre cette descente aux enfers du pays.

**Propos recueillis par
Laboukoye**

L'Autorité des Grands Ulémas du Royaume d'Arabie Saoudite

condamne les attaques contre des églises coptes en Egypte

L'Autorité des Grands Ulémas du Royaume d'Arabie Saoudite a fermement condamné, les explosions qui ont visé deux églises coptes en Egypte. Elle a déclaré dans son compte twitter que ces explosions sont des actes criminels condamnés par l'Islam à l'unanimité des Ulémas, car ils sont une atteinte à la sécurité, à la stabilité et à la vie des paisibles citoyens.

**Communiqué du Ministère Saoudien des Affaires Etrangères :
Le Royaume d'Arabie Saoudite condamne les attentats contre l'Eglise Mar
Girgis de Tanta et les alentours de l'Eglise Copte St Marks d'Alexandrie**

Une source au Ministère Saoudien des Affaires Etrangères a exprimé hier Lundi, 10 Avril 2017, la condamnation ferme du Royaume d'Arabie Saoudite, des explosions qui ont visé l'Eglise Copte Mar Grigis de Tanta et les alentours de l'Eglise St Marks d'Alexandrie, et qui ont fait des dizaines des morts et des blessés.

Cette source a déclaré que ces actes terroristes

Elle a ajouté que, tout musulman croyant en Allah et au jour du jugement dernier ne peut pas commettre ce genre de crime. C'est pour cela que la responsabilité de ce crime incombe à celui qui s'est dévié du droit chemin de l'Islam dans sa pensée et sa foi. Ces attentats englobent plusieurs interdits en Islam dont notamment la tricherie, la trahison, la tyrannie, l'agression.

lâches et ignobles, sont contraires à tous les principes religieux et à toutes les valeurs morales et humaines. Elle a présenté les condoléances du Royaume d'Arabie Saoudite aux familles des victimes et au peuple et gouvernement de la République Arabe Sœur d'Egypte et elle a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

La République des affaires et des drames

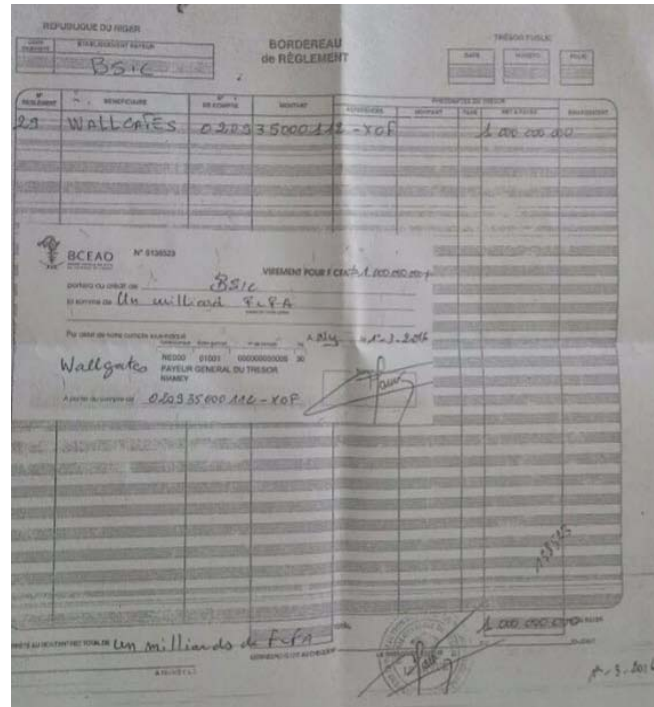
Après les crimes économiques, les crimes humains !

Des scandales ! Encore des scandales ! Et toujours des scandales ! Et à présent, les morts. L'enfer, dit-on, est pavé de bonnes intentions. Parvenu au pouvoir à l'issue d'une élection consécutive à la Transition militaire dirigée par Salou Djibo, Mahamadou Issoufou n'a pas fait longtemps illusion. Très vite, les affaires ont commencé et le premier couac intervient avec Kalla Hankouraou, le parrain idéologique, alors ministre de l'Équipement, et Ouhoumoudou Mahamadou, le plus-que-frère, régent des finances publiques. Ils seront pris en flagrant délit d'affaires scabreuses liées à un marché public. Mis au pied du mur, Mahamadou Issoufou traînera néanmoins les pieds avant de se débarrasser, la mort dans l'âme, des deux ministres. Entre le constat de la violation de la Constitution par ces deux ministres et le remaniement qui a consacré leur départ du gouvernement, il s'est passé... mois. Et puis, c'est tout. Les indélicats ministres ne seront jamais mis en accusation, à plus forte raison poursuivis pour violation de la loi fondamentale. Au contraire, Mahamadou Issoufou, qui n'a jamais digéré leur éviction du gouvernement, choisit de les mettre en hibernation quelques mois avant de les nommer, le premier en qualité de ministre-conseiller à la présidence, le second comme directeur général de la Banque internationale de l'Afrique (Bia). Un premier pied de nez au peuple nigérien auquel Mahamadou Issoufou a pourtant juré, la main droite sur le Saint Coran, de "respecter et de faire respecter la Constitution". Puis, les affaires vont s'accumuler, dépouillant graduellement le Niger de ses ressources, de ses deniers et de ses biens. Sans que cela éveille toutefois les soupçons.

Wallgates ou le tonneau des Danaïdes du Trésor public

Jamais une société au Niger n'a fait autant l'objet de si grandes

malversations. Après les deux ponctions de 10 milliards, soit disant empruntés pour équiper et armer le contingent nigérien au Mali, l'ARTP a fait l'objet de scandales continus. La société Wallgates, aujourd'hui, dans le creux de la vague, a été en vérité, pendant



des années, la formule magique par laquelle des hommes investis d'une mission d'Etat ont utilisé leur station du moment pour soutirer des milliards à l'Etat. La semaine dernière, Le Courrier s'interrogeait sur ce qui a bien pu se passer pour que Daniel Mukuri, cet homme recherché par Interpol Bruxelles pour des faits d'escroquerie sur des ressortissants belges, qui pompait tranquillement les milliards de l'Etat avec la complicité bien connue de personnalités de l'Etat, puisse connaître des déboires judiciaires ? Eh bien, il est aujourd'hui en mesure de vous que le 1er mars 2016, dans l'entre-deux tours de la présidentielle, un chèque d'un milliard de francs CFA a été libellé au nom de Wallgates. Un milliard de francs CFA à toucher à la Bsic, déjà citée dans d'autres dossiers scabreux, comme si elle est devenue la banque de tous les coups four-

rés du régime. C'était le cas dans l'affaire des fonds destinés à l'armement des Forces armées nigériennes et dont une bonne partie, détournée grâce à Sambo Dasuki, s'était retrouvée dans les comptes bancaires de ses complices nigériens

du contribuable nigérien ? La récente arrestation de l'ancien payeur général du Trésor public, Assoumane Ada, serait-elle liée à l'émission de ce chèque d'un milliard au profit de Wallgates ? Rien n'est moins sûr.

Le 27 mars 2017, lorsque Hassoumi Massoudou a instruit le directeur général de l'Artp de mettre un terme au contrat, il a indiqué que le rapport du Cabinet Clarity a relevé (1) l'usage du faux et des données erronées ayant servi de base à la signature du contrat ; (2) le non-respect de l'ensemble des dispositions du cahier des charges ; (3) un impact non avéré du système sur les rendements des recettes. Ainsi exposés, les arguments avancés par Hassoumi Massoudou ne rendent pas compte de la gravité de la situation. En réalité, l'évocation du faux n'est pas uniquement liée aux arguments avancés par Hassoumi. Et le rapport d'audit du cabinet Clarity, fait bien état d'autres monstruosité liées à des menaces judiciaires de "MACH", une société française experte dans le domaine de contrôle des flux de communication et dont le nom a été utilisé par Daniel Mukuri et ses amis nigériens pour se faire des milliards sur le dos de l'État nigérien. Assoumane Ada, tout comme l'escroc recherché par Interpol Belgique, serait-il l'agneau du sacrifice pour couvrir les arrières de ceux qui ont tiré les ficelles de cette scabreuse affaire ?

Où sont passés les 200 milliards de la Sopamin ?

Selon une information, le juge d'instruction aurait fixé à 20 millions la caution que la société civile devra verser avant toute information judiciaire. Un montant qui est sans doute élevé mais qui, selon des sources bien renseignées, sera rassemblé et versé intégralement. Ce qui est certain, au regard des récents développements intervenus en France où les langues commencent à se

La République des affaires et des drames

Après les crimes économiques, les crimes humains !

délier, la société civile nigérienne, et les citoyens nigériens dans leur ensemble, ont d'excellentes raisons de s'accrocher à ce dossier. Pour beaucoup d'observateurs, il n'y a plus de doute : les 200 milliards existent bel et bien et tout porte à croire que c'est l'argent issu de l'uranium du Niger. Dans un article publié en ligne le 7 avril 2017, Christophe Chaâtelot du journal français "Le Monde" souligne que le groupe français, Areva, ne conteste la réalité de cette opération, y compris en ce qui concerne le transfert des 319 millions de dollars du compte de la Sopamin logé à BNP Paribas, à Paris, au compte d'Optima, à Dubaï. Christophe Neugnot, porte-parole d'Areva, confie ainsi à ...que " Dans ce genre de projet, l'opérateur veut de la visibilité et nous demande de sécuriser son approvisionnement futur en uranium ". Et voici la meilleure : " Quand nous cherchons de l'uranium, nous nous tournons vers ceux qui peuvent nous en fournir ". Et au Niger où les Français extraient de l'uranium depuis les années 60, Areva avance en terrain connu. La Sopamin y est actionnaire des deux filiales d'Areva (Somaïr et Cominak). [...] Dans cette affaire, **Areva aurait donc " demandé " au Niger de piocher dans le stock d'uranium, conformément au pacte d'actionnaires qui les lie "**. Et tandis que Hassoumi Massoudou parle d'une commission de 800 millions dont ils auraient profité, toutes les sources parlent plutôt de 800 000 dollars, soit quelques 400 millions de francs CFA. Un indice grave de fausseté et de mensonges.

5000 tonnes de riz détournées alors que des millions de Nigériens étaient dans l'attente d'une assistance alimentaire et nutritionnelle

Alors que des millions de Nigériens étaient, en mars 2016, dans l'attente d'une assistance alimentaire et nutritionnelle, des indivi-

du, abusant des fonctions qu'ils assumaient, ont détourné et vendu à leurs profits personnels 5000 tonnes de riz d'une aide alimentaire de 15 000 tonnes de riz offertes par le Pakistan. Depuis la révélation de ce scandale, c'est l'omerta. Personne ne dit mot alors que les principaux responsables de cette affaire sont connus. Au Courrier, le silence des autorités n'intrigue point. Car, il sait qui a vendu et sur instruction de qui ces 5000 tonnes ont été bazardées à Cotonou. Même le directeur général de l'OPVN, qui doit paraître inquiet puisque les 15 000 tonnes sont arrivées au port de Cotonou en son nom, affiche une sérénité détonante. Serait-ce l'assurance politique de ne pas être inquiété tant que Mahamadou Issoufou serait au pouvoir ? On pourrait le croire, même si des sources dignes de foi avancent d'autres informations qui n'ont rien à voir avec la carte politique. Ce qui est certain, il a été interpellé par la Police judiciaire récemment avant d'être remis en liberté.

Ces immeubles font partie intégrante du Niger. Les perdre, c'est perdre une partie du territoire national.

Le contentieux Etat du Niger-Africard est un scandale des plus scandaleux et personne ne peut le contester. Alors que les fautes sont incontestables, prouvées par des documents irréfutables, les responsables de ce grave péril qui pèse sur les biens immobiliers du Niger, en France et aux Etats Unis, continuent de poser des actes anachroniques et révoltants. L'arrêt de la Cour d'État, la plus haute juridiction du Niger, est-il une invention ? Brigi Rafini a-t-il, oui ou non, refusé de se soumettre à cet arrêt ? L'accord amiable partiel du 30 juillet 2016 est-il vrai ou faux ? Est-il vrai ou faux que ceux qui l'ont signé ont accepté que le Niger renonce à toute immunité devant Africard ? Bref, le scandale Africard est une catastrophe. Une grave affaire

que Tamboura Issoufou n'hésite pas à assimiler à une cession d'une part du territoire national. Ces immeubles saisis font partie intégrante, depuis de longues décennies, du patrimoine national. Les perdre, c'est perdre une partie du territoire national. Le Niger risque de les perdre par la faute de Brigi Rafini, Gandou Zakara, Ibro Zabèye, Saïdou Sidibé, etc.

Après les milliards dissipés, c'est à présent les morts

Profitant d'une manifestation de l'Union des scolaires nigériens (Usn) qui a pourtant averti du caractère démocratique de sa sortie, les hommes forts de Niamey ont frappé fort. Il fallait donner la preuve que la menace agitée lors de la déclaration du Pnds-parti-Etat, n'était pas une futile exaspération d'hommes acculés et dépourvus d'arguments. Ils en avaient et l'ont montré en ce lundi 10 avril 2017 sur le campus universitaire qui fut littéralement envahi. Le " Trop, c'est trop " du Pnds-parti-Etat n'a pas tardé à manifester ses conséquences. Après l'embastillement de Baba Alpha et de Maïkoul Zodi, c'est à présent la violence physique, suivie de morts. La sauvage répression policière du 10 avril 2017 au cours de laquelle, deux étudiants au moins, selon Alternative Espaces citoyens, ont trouvé la mort et des dizaines d'autres massacrés, est une barbarie qui rappelle bien celle du 9 février 1990. Des gaz ont été un peu partout, de façon tout à fait consciente et volontaire. L'essentiel, c'était de donner une bonne leçon à tous les Nigériens. Aussi sauvage qu'elle a été, la répression du 10 avril était un avertissement. Un avertissement à tous les Nigériens qui caressent le rêve de montrer à la face du monde que Mahamadou Issoufou est impopulaire et que la victoire électorale de février-mars 2016 était une usurpation de pouvoir. Si Alternatives Espaces citoyens parlent de deux morts, bien identifiés, Mala Kelloumi Bagalé et

Mali Agaly, et que l'Usn parle de trois étudiants tués dans ses rangs, le gouvernement parle d'un mort " accidentel " sans toutefois donner l'identité de l'étudiant tué. Il reste ainsi dans le flou, car ne pouvant avancer de nom sans être en flagrant délit de mensonge. S'il parle de Mala Kelloumi Bagalé, on lui aurait brandi Mali Agaly. Et s'il parle de Mali Agaly, on lui aurait demandé qui, alors, a tué Mala Kelloumi Bagalé. Encore que, selon le secrétaire général adjoint du Comité directeur de l'Usn, Yayé Djibo, les étudiants stagiaires en médecine ont tous été chassés des hôpitaux pour les empêcher de connaître de la réalité du bilan de la sauvage répression. Que pourrait-il cacher de plus grave ? Le communiqué officiel est une véritable insulte à la mémoire des Nigériens : " Aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée grâce au professionnalisme dont les forces de l'ordre ont fait montre. Malheureusement, il faut déplorer le décès d'un manifestant blessé suite à une chute et qui s'est librement présenté aux forces de l'ordre qui lui ont rapidement porté secours en l'évacuant à l'hôpital national de Niamey où il rendit l'âme à 17 heures ". Un communiqué cynique qui en dit long sur l'état d'esprit de ses auteurs. Ce communiqué est d'autant plus cynique qu'il passe sous silence les exactions commises par les forces de l'ordre qui ne se sont pas empêchés de pénétrer les chambres, de jeter des gaz lacrymogènes dans une maternité, mettant en danger la vie des femmes et des enfants. Un nourrisson serait d'ailleurs gravement atteint par les gaz. À l'Université, même la bibliothèque n'a pas été épargnée, mise sens dessus-dessous. Ce citoyen n'a-t-il pas raison lorsqu'il se demandait si c'était vraiment l'œuvre des forces de l'ordre nigériennes ou d'une milice ?

Laboukoye

DECLARATION

L'AJNA " demande à tous les acteurs de la vie nationale, d'œuvrer pour que les auteurs directs et indirects des agissements ayant entraîné mort d'homme soient poursuivis... "



L'association des jeunes Avocats du Niger(AJAN) décide par la présente déclaration d'honorer son serment de se consacrer corps et âme au service des libertés et du respect de la vie humaine.

En ces circonstances douloureuses pour les défenseurs des droits de l'Homme, les acteurs de la société civile, la presse et les scolaires, le devoir de conscience citoyenne et professionnelle nous recommande d'agir en toute indépendance, avec le recul digne de notre qualité d'avocat, comme dernier rempart contre l'injustice. En effet, malgré les multiples tensions sociopolitiques de notre pays, L'AJAN n'a pas cru devoir s'y interférer, mais à l'épreuve des événements de ces derniers jours, deux situations angoissantes forcent sa réaction :

-Le bâillonnement quasi-systématique des libertés fondamentales.

-La banalisation de la vie humaine

En effet, les poursuites instantanées ingénieusement ficelées contre les acteurs de la société civile et les hommes de médias pour leurs opinions éloignent de plus en plus notre pays de ses engagements internationaux sur les droits de l'Homme, de l'esprit et des valeurs de la constitution du 25 novembre 2010.

Mieux et plus grave, à la date du 10 avril 2017, le monde entier a été témoin de la répression méphistophélique dont les scolaires nigériens ont été l'objet, provoquant mort d'homme et une soixantaine(60) d'arrestations.

Ainsi, L'AJNA demande à tous les acteurs de la vie nationale, d'œuvrer pour que les auteurs directs et indirects des agissements ayant entraîné mort d'homme soient poursuivis

Aux magistrats particulièrement, de faire preuve de courage, en refusant de servir d'instrument de dissuasion des voix dissidentes et en prêtant main forte à la nation pour que lumière soit faite.

C'est pourquoi, elle exige la libération immédiate des scolaires arrêtés et un traitement désintéressé des dossiers des acteurs des organisations de la société civile et journalistes.

D'ores et déjà, les jeunes avocats du Niger de se rendre dans les locaux de la police pour s'assurer de leur condition de détention.

En souhaitant prompt rétablissement aux blessés, présentant nos condoléances à la nation toute entière, L'AJAN est convaincue d'une évidence : ***la lutte pour le respect des droits humains ne nécessite ni héros, ni messie, elle fait partie de ses missions.***

DÉCLARATION DE PRESSE DU COLLECTIF DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE NIGÉRIENNE

Réuni à l'effet d'examiner les derniers développements de la situation scolaire et universitaire au Niger, au lendemain des manifestations des élèves et étudiants à Niamey et à l'intérieur du pays, le collectif des organisations de la société civile, fait la déclaration dont la teneur suit :

A peine deux (2) jours après l'interpellation du gouvernement par les députés nationaux au sujet de la situation particulièrement grave que traverse l'école publique nigérienne, les manifestations des élèves et étudiants, tant à Niamey qu'à l'intérieur du pays, sont venues montrer aux yeux du monde entier que les autorités en place n'ont finalement aucune réponse concrète aux légitimes revendications des acteurs du secteur de l'éducation en dehors des discours creux et de la répression policière. En effet, alors que les manifestations des élèves et étudiants étaient tout à fait prévisibles depuis l'ultimatum lancé par le Comité directeur de l'Union des Scolaires Nigériens (USN), les autorités en place, convaincues que les forces de l'ordre se feraient le devoir de contrecarrer toute action de protestation dans les rues, n'ont engagé aucun dialogue avec les responsables de cette organisation; préférant ainsi laisser les élèves et étudiants sortir dans les rues de Niamey et des villes de l'intérieur du pays se mesurer à des éléments des forces de l'ordre équipés de tout le matériel nécessaire à la répression et visiblement très déterminés à en découdre avec les jeunes frères et sœurs. Aussi, profondément attaché au respect des droits humains et des valeurs de la démocratie, totalement résolu à empêcher par tous les moyens légaux le retour à l'autoritarisme d'antan, convaincu de la nécessité d'une large mobilisation citoyenne non partisane pour la réhabilitation de l'école publique et la défense des acquis des luttes antérieures, indéfectiblement attaché à la sacralité de la vie humaine, le collectif des organisations de la société civile :

1- Condamne avec la dernière énergie l'usage disproportionné de la force contre les manifestations scolaires et estudiantines du 10 avril 2017, dont le bilan officiel dressé par les autorités fait cas d'un étudiant tué, de 88 blessés et 313 interpellés

2- Présente ses condoléances les plus attristées, sa compassion et sa solidarité aux familles et aux proches des victimes de cette répression barbare d'un autre âge, souhaitant bon rétablissement aux blessés

3- Dénonce vigoureusement l'hostilité manifeste des autorités en place à l'exercice légitime et légal de la liberté de manifestation consacrée par les instruments juridiques internationaux et la Constitution du 25 novembre 2010, ainsi que leur propension maladroite à user de la force brute contre les manifestants non armés ;

4- Réaffirme devant l'opinion nationale et internationale sa détermination à s'élever contre l'usage disproportionné de la force dont est devenu coutumier le régime en place à Niamey, et qui a entraîné plusieurs fois, depuis 2011, mort d'hommes et atteintes à l'intégrité physique des manifestants ;

5- Exprime sa profonde indignation devant les discours méprisants et mensongers débités par des autorités gouvernementales qui cherchent par tous les moyens à s'exonérer de toute responsabilité par rapport au drame intervenu sur le campus universitaire de Niamey, et plus généralement par rapport à l'état de déliquescence du système éducatif nigérien ;

6- Rappelle aux éléments des forces de l'ordre qu'il est dans leur intérêt, chaque fois qu'ils sont envoyés sur le terrain pour réprimer des manifestants pacifiques, de garder à l'esprit qu'ils sont au service des citoyens et non d'un quelconque gouvernement, et que leurs responsabilités individuelles et collectives restent engagées en cas d'atteintes à la vie et à l'intégrité physique des manifestants ;

7- Exige des plus hautes autorités le limogeage de tous les responsables des forces de l'ordre engagés dans la répression des manifestations du 10 avril, des responsables ministériels et universitaires qui ont autorisé la violation des franchises universitaires, et l'ouverture d'une enquête visant à établir les responsabilités individuelles des agents qui ont exercé des brutalités contre les manifestants ;

8- Dénonce les violences exercées par les forces de l'ordre à l'endroit des journalistes et les exhorte à continuer à accomplir avec courage et détermination leur mission d'information du public ;

9- Exige la libération immédiate et sans conditions de toutes les personnes arrêtées dans le cadre des manifestations du 10 avril 2017 et la réouverture de tous les campus universitaires fermés, et apporte tout son soutien aux élèves et étudiants, ainsi qu'aux enseignants, qui luttent courageusement pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, ainsi que pour la réhabilitation de l'école publique nigérienne aujourd'hui en totale déliquescence ;

10- Invite l'ensemble des forces vives de la Nation, indépendamment de toutes considérations partisans ou autres, à se joindre au collectif des organisations de la société civile en vue de faire, le mercredi 19 avril 2017 à partir de 15h, une grande marche citoyenne, à l'échelle nationale, pour défendre le droit à l'éducation de nos enfants, dénoncer la répression sauvage des manifestants pacifiques, réclamer justice pour les victimes, et s'élever contre l'impunité pour tous ceux qui se croient en droit de lancer des hordes policières contre des enfants désarmés.

Enfin, le collectif des organisations de la société civile invite, d'ores et déjà, tous les Imams et leaders musulmans à profiter de l'occasion de la prière hebdomadaire de vendredi pour faire, dans toutes les mosquées du Niger, des invocations et des prières pour le repos des âmes des victimes de la barbarie policière, mais aussi pour le succès de la mobilisation citoyenne du mercredi 19 avril 2017.

Fait à Niamey, le 12 Avril 2017